

En poursuivant votre navigation sur le site, vous acceptez l'utilisation des cookies pour vous proposer des contenus et services adaptés à vos centres d'intérêt.

Ok Politique de confidentialité

Recherche...



Infolettre, Votre Courriel

GO

Guerre USA-OTAN Économie État Policier Environnement Pauvreté Médias Justice 9/11 Crimes de Guerre Militarisation Histoire Science

## La police israélienne réprime les manifestations contre la guerre d'une "poigne de fer", selon des militants

Depuis le 7 octobre, la police israélienne a systématiquement interdit, limité et attaqué les manifestations contre l'assaut de l'armée israélienne sur Gaza, instillant un sentiment de peur parmi les citoyens juifs et palestiniens.

Par [Oren Ziv](#)

Mondialisation.ca, 25 janvier 2024  
[972mag.com](#) 24 janvier 2024

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord

Thème : Crimes contre l'humanité, Droits humains et État policier, Loi et Justice  
 Analyses : LA PALESTINE



Photo : Des militants israéliens protestent contre l'arrestation de membres du Haut Comité de suivi arabe plus tôt dans la journée, au poste de police du district de Tel Aviv, le 9 novembre 2023. (Oren Ziv)

Dans la soirée du 16 janvier, plusieurs dizaines de militants se sont rassemblés devant la Kirya à Tel-Aviv, où se trouvent le ministère de la Défense et le quartier général de l'armée israélienne. Il s'agissait de l'une des premières manifestations juives-israéliennes condamnant explicitement l'assaut militaire contre la bande de Gaza depuis le début de la guerre, et la police a agi rapidement pour la réprimer : des dizaines d'officiers ont été déployés d'avance, et interdit la manifestation à l'endroit prévu. Ils ont confisqué les pancartes sur lesquelles on pouvait lire "Arrêtez le massacre" au motif qu'elles dérangent l'opinion publique. Un militant a été arrêté et plusieurs autres

agressés par la police.

Ces événements sont loin d'être exceptionnels. Depuis le 7 octobre, la police israélienne applique une ligne politique visant à empêcher ou à limiter toute manifestation contre la guerre, contrairement aux manifestations de solidarité avec les otages et leurs familles, autorisées dans certains quartiers. Cette politique est toujours en vigueur bien que la Cour suprême d'Israël ait émis une injonction provisoire au début du mois interdisant au ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, d'interférer avec le maintien de l'ordre lors des manifestations. Dans une large mesure, la police semble néanmoins appliquer la répression de la liberté d'expression souhaitée par le ministre.

Les militants anti-guerre de tout le pays – citoyens palestiniens comme juifs – qui ont été interrogés pour cet article ont tous mentionné un mot : la "peur". Même des militants politiques aguerris affirment qu'ils n'ont jamais eu aussi peur de manifester. Ils ont peur d'être arrêtés, ce qui, pour les citoyens palestiniens, peut signifier des mois de prison. Plus que jamais, il est dangereux de témoigner ouvertement sa solidarité avec la population de Gaza, et ils estiment que la rhétorique belliqueuse des politiciens a un impact direct sur le comportement de la police.

"Dès les premiers jours de la guerre, il était clair que c'était une politique ostensible", a déclaré à +972 et à Local Call Maysana Mourani, avocate au centre juridique et de défense des droits de l'homme Adalah, à Haïfa. La police s'est vue conférer de nouveaux pouvoirs pour réprimer sans attendre les manifestations, même lorsqu'un permis de manifester n'est pas requis, en raison de son prétendu "manque d'effectifs".

Adalah a saisi la Cour suprême à plusieurs reprises depuis le 7 octobre pour contester ces interdictions policières du droit de manifester. Malgré l'intervention de la Cour au début du mois, elle n'est pas intervenue à de nombreuses autres occasions, ce qui signifie que la police a eu toute latitude pour décider des manifestations à autoriser. "Tout dépend de l'identité des manifestants, et du type de slogans", a déclaré M. Mourani.



Des activistes israéliens protestent contre la guerre d'Israël contre Gaza devant la Kirya, à Tel Aviv, le 16 janvier 2024. (Oren Ziv)

"Pour les tribunaux, chaque acte de protestation représente un danger", a-t-elle poursuivi. "Les gens sont systématiquement placés en détention pour quelques jours et, très vite, cela se transforme en acte d'accusation et en décision de les maintenir en détention jusqu'à la fin de la procédure. C'est complètement déréglé, c'est la nouvelle norme."

"La règle pour la police est de réprimer chaque manifestation", a déclaré à +972 Amjad Shbita, secrétaire national du parti de gauche Hadash. Le 9 janvier, le Hadash a tenté d'organiser une manifestation dans la ville de Kaboul, au nord du pays : sachant que le nombre de participants aurait été inférieur à 50 personnes, il n'était pas nécessaire d'obtenir une autorisation. Quoi qu'il en soit, la manifestation a été interrompue avant même d'avoir commencé.

"La police a arrêté le secrétaire de la section locale de Hadash et l'a menacé, si bien que nous avons renoncé. La section a annulé

En poursuivant votre navigation sur le site, vous acceptez l'utilisation des cookies pour vous proposer des contenus et services adaptés à vos centres d'intérêt.

Ok Politique de confidentialité

Le week-end dernier, des manifestations plus importantes à Haïfa et à Tel Aviv – que la police avait initialement interdites au motif qu'elle n'avait pas les effectifs nécessaires pour les sécuriser – ont été autorisées à la suite de requêtes déposées auprès de la Cour suprême. Plus de 1 000 personnes ont participé au rassemblement de Tel Aviv, organisé par le mouvement judéo-arabe *Standing Together*, tandis que la police a limité à 700 personnes le rassemblement organisé par Hadash à Haïfa.

Néanmoins, les personnes interrogées ont le sentiment qu'il s'agit d'évolutions marginales. *"La police s'est un peu calmée"*, a déclaré Shbita, *"mais on perçoit toujours sa poigne de fer"*.



Plusieurs centaines de militants juifs et palestiniens manifestent contre l'assaut israélien sur Gaza, Haïfa, 20 janvier 2024. (Oren Ziv)

### Ils essaient de nous intimider

La répression des manifestations, en temps de guerre ou non, n'est pas un phénomène nouveau pour la police israélienne. Mais les attaques actuelles contre la liberté d'expression sont menées avec une rapidité et une violence sans précédent.

Une semaine après le début de la guerre, le commissaire de police Kobi Shabtai a annoncé l'interdiction des manifestations de solidarité avec les Palestiniens de Gaza. *"Quiconque souhaite s'identifier à Gaza est le bienvenu"*, a-t-il déclaré dans une vidéo publiée sur les pages sociales en arabe de la police israélienne ; *"Nous les placerons dans les bus qui s'y rendent actuellement"*.

Le porte-parole de la police, Eli Levy, s'est fait l'écho de ce sentiment peu après, en déclarant à la radio de l'armée israélienne :

*"À quiconque ose demander la permission d'organiser une manifestation de soutien à Gaza ou à l'organisation terroriste nazie qui a commis l'Holocauste ici – évidemment, nous ne l'autoriserons pas. À quiconque tente d'organiser des manifestations sans autorisation, nous viendrons et nous nous occuperons de la manifestation avec tous les moyens dont nous disposons". Il a ajouté : "Quiconque ose sortir et dire un mot à la gloire de Gaza se retrouvera derrière les barreaux".*

Le 7 novembre, la Cour suprême a rejeté la requête d'Adalah contre la décision de la police de ne pas accorder de permis de manifester aux Palestiniens dans les villes d'Umm al-Fahm et de Sakhnin en raison d'un *"manque d'effectifs"*. La Cour a toutefois déclaré qu'*"une interdiction généralisée et radicale d'interdire à l'avance des manifestations en raison de leur contenu ne relève pas de l'autorité du commissaire de police"* et a insisté pour que chaque demande d'autorisation soit dûment examinée. Pourtant, malgré ces directives, l'ensemble des manifestations organisées par des citoyens palestiniens d'Israël depuis le 7 octobre ont été interdites, à l'exception d'une seule.

Rula Daood, citoyenne palestinienne d'Israël et codirectrice nationale de *Standing Together*, qui a organisé la plus grande manifestation contre la guerre à ce jour, la semaine dernière à Tel Aviv, a expliqué les difficultés extraordinaires qu'il y a à essayer d'organiser des manifestations dans le climat actuel.

*"La police nous a accordé une autorisation, mais s'est ensuite rétractée. Au début, ils ont dit que la marche était approuvée, mais que le lieu n'était pas approprié et que les discours étaient interdits. Puis les choses ont continué à évoluer."*



En poursuivant votre navigation sur le site, vous acceptez l'utilisation des cookies pour vous proposer des contenus et services adaptés à vos centres d'intérêt.

Ok Politique de confidentialité

Au départ, ils ont dit qu'il ne pouvait pas y avoir de marches, seulement des personnes statiques, et pas d'intervenants, a poursuivi Mme Daood. "Nous voulions que des milliers de personnes défilent à Tel-Aviv pour demander la fin de la guerre, un accord de cessez-le-feu et le retour des otages. Nous voulons renforcer nos voix et parler du 'jour d'après'".

La raison invoquée par la police pour justifier ces interdictions, à savoir ne pas disposer d'effectifs suffisants pour protéger la manifestation des contre-manifestants, ne semble pas fondée. Aucun de ces rassemblements n'a donné lieu à des contre-manifestations significatives, à l'exception de quelques passants criant des injures aux manifestants.

"Ils essaient de nous intimider, de donner le sentiment que la police est souveraine, qu'elle fait ce qu'elle veut et que personne ne peut y faire quoi que ce soit", a déclaré Mme Daood. "Il s'agit d'une police politique, et ça fait peur. Lorsque vous êtes citoyen palestinien, la peur fait plus que doubler. Les gens ont même peur de participer à de petits rassemblements, d'apparaître sur des photos, d'écrire quoi que ce soit."

Le 9 novembre, le Haut comité de suivi – une organisation représentant les citoyens palestiniens d'Israël – avait prévu d'organiser une manifestation pacifique à Nazareth, avec la participation d'un nombre limité d'invités. Mais la police a procédé à des arrestations préventives, dont celle de Mohammad Barakeh, ancien membre de la Knesset et président du comité, avec pour effet l'annulation de la manifestation.

Après son arrestation, Barakeh a déposé une requête auprès de la Cour suprême, mais les juges l'ont rejetée. Le lendemain, le commandant du poste de police de Nazareth, Eyal Kihati, a envoyé un message à Barakeh, le mettant en garde concernant l'organisation de la manifestation :

"Comme nous vous l'avons stipulé, le message est clair et sans équivoque. Nous ne tolérerons pas les violations des décisions judiciaires ou des décisions locales prises en tant que commandant du commissariat, et toute tentative d'organisation de votre part ou de la part de représentants du Haut Comité de Suivi sera traitée avec une tolérance zéro et conformément à l'autorité que la loi nous confère."



La police confisque des pancartes lors d'une manifestation contre la guerre d'Israël à Gaza, Tel Aviv, 18 novembre 2023. (Oren Ziv)

En décembre, Barakeh a été suivi par des véhicules de police. La manifestation a finalement pu avoir lieu plus tard dans le mois, sans autres arrestations.

### Un sentiment d'impuissance

Le 19 octobre, une manifestation contre la guerre a eu lieu à Umm al-Fahm. La répression policière féroce – la manifestation a été dispersée à l'aide de grenades assourdissantes, de matraques et de balles en plastique, et la police a arrêté 12 des manifestants – a fait de cette manifestation un symbole de la répression policière depuis le début de la guerre.

La police a requis que 11 des détenus, dont quatre mineurs, soient placés en détention provisoire, et le tribunal de première instance a approuvé la demande sans tenir d'audience avec les détenus parce que le shabbat avait déjà commencé. Après une audience samedi soir, neuf des détenus ont été libérés sous conditions, et deux autres – Ahmad Khalifa et Muhammad Jabarin, que la police considère comme les organisateurs de la manifestation – sont restés en détention.

Ces deux personnes ont été inculpées pour avoir crié des slogans politiques que la Cour a considérés comme une incitation au désordre, et leur détention a été prolongée jusqu'à la fin de la procédure – c'est peut-être la première fois que cela se produit uniquement en raison des slogans. Mourani, l'avocat d'Adalah, représente Jabarin. "Ils prétendent qu'il s'agit d'incitation au désordre public, de slogans et non de manifestation, mais l'un est indissociable de l'autre", a-t-elle déclaré.

"Il s'agit d'une évolution politique", a poursuivi Mme Mourani. "Lorsque nous avons essayé de discuter d'une alternative à la détention, ils ont soutenu que l'assignation à résidence et la surveillance à distance étaient impossibles parce que [les détenus] seraient théoriquement en mesure de la violer et de quitter leur domicile pour manifester. Il s'agit donc bien de manifestations, en fin de compte. Il s'agit de persécution politique. Ce ne sont pas de nouveaux slogans, et ce n'est pas quelque chose de spécifique au 7 octobre".

En poursuivant votre navigation sur le site, vous acceptez l'utilisation des cookies pour vous proposer des contenus et services adaptés à vos centres d'intérêt.

Ok Politique de confidentialité



Des militants israéliens protestent contre la guerre d'Israël contre Gaza devant la Kirya, à Tel Aviv, le 16 janvier 2024. (Oren Ziv)

Leur cas n'est pas isolé. Depuis le 7 octobre, le bureau du procureur de l'État a encouragé les enquêteurs dans des dizaines d'affaires à demander au tribunal de prolonger la détention jusqu'à la fin de la procédure, y compris des affaires axées d'"*incitation*" sur les réseaux sociaux.

Lors de l'une des audiences, M. Khalifa – l'un des deux inculpés – a décrit au juge les conditions de détention à la prison de Megiddo, où il est détenu en tant que détenu de sécurité :

"Les gens sont menottés... Ils sont traînés comme s'ils étaient des bêtes. Si vous levez la tête, on vous frappe à la tête. Je l'ai vu tous les jours. Si l'un des gardiens surprend quelqu'un en train de sourire, il l'emmène ; il y a là une zone avec un 'angle mort' [hors de vue des caméras de sécurité] que toute la prison connaît".

Khalifa a également déclaré qu'un détenu de la cellule voisine de la sienne avait été battu et avait succombé à ses blessures, faisant écho aux témoignages rapportés par +972 le mois dernier.

Selon Shbita, les gens ont peur de protester à cause des histoires qu'ils entendent de la bouche de ceux qui ont été arrêtés. Dans le passé, les militants politiques se disaient :

"Nous serons détenus un jour ou deux, ce n'est pas le bout du monde". "Mais aujourd'hui, on a l'impression que c'est la fin du monde, même parmi les habitués des manifestations, en raison des violences physiques commises en détention."

Alors que de petites manifestations ont eu lieu ces dernières semaines dans des localités arabes du nord, il n'y en a pas eu dans le Naqab/Negev, dans le sud.

"Cela me fait de la peine de voir que partout dans le monde, des gens manifestent pour nous – en Europe, les gens sortent par centaines de milliers – mais qu'ici, nous sommes incapables de manifester pour nous-mêmes", a déclaré Huda Abu Obeid, une militante politique du Naqab. "Il règne un fort sentiment d'impuissance. La seule chose que nous pouvions faire avant la guerre était protester, et maintenant nous ne pouvons même plus le faire."



Des militants protestent contre la guerre d'Israël contre Gaza à Tel Aviv, le 11 novembre 2023. (Oren Ziv)

Selon Abu Obeid, il n'y a pas eu de protestations dès le départ, car les gens ont été très surpris par les événements du 7 octobre.

"Ce fut un véritable choc", dit-elle. "Nous sommes habitués aux attaques d'Israël, mais c'était la première fois que les Palestiniens attaquaient de manière aussi massive. Nous ne savions pas comment réagir".

Abu Obeid lie également l'absence de protestations à l'effet de dissuasion provoqué par la campagne d'arrestations massives des citoyens palestiniens d'Israël dans le sillage de l'"*Intifada de l'unité*" de mai 2021.

"Le Shin Bet a réussi à faire peur à tout le monde", a-t-elle déclaré. "Ils ont convoqué des militants [pour des interrogatoires], ils les ont intimidés, ils sont venus sur les lieux de mobilisation. Le sentiment est que quoi que vous fassiez, même si ce n'est pas lié aux manifestations, vous serez toujours persécuté."

### Réduits au silence à tous les niveaux

En l'absence de grandes manifestations, la plupart des activités anti-guerre ont consisté en de petites veillées locales pour lesquelles aucun permis n'est requis – mais même celles-ci ont été attaquées par la police et des passants. Les veillées ne sont pour la plupart pas annoncées sur les réseaux sociaux, mais plutôt dans des groupes fermés. Afin d'éviter les heurts avec une contre-manifestation de droite, elles durent généralement moins d'une heure, et les militants arrivent et repartent ensemble, craignant d'être attaqués en chemin.

La dernière action de ce type à avoir été violemment dispersée par la police est un petit rassemblement la semaine dernière dans la ville arabe d'Al-Batuf, près de Nazareth. Au début du mois, des militants de Tel-Aviv ont organisé une exposition dans la rue de photographies récentes prises à Gaza ; des passants, dont certains étaient armés, ont attaqué les militants et arraché les photos sous les yeux de la police.

En poursuivant votre navigation sur le site, vous acceptez l'utilisation des cookies pour vous proposer des contenus et services adaptés à vos centres d'intérêt.

Ok Politique de confidentialité

nous soyons là et que nous appelions à l'arrêt du massacre de civils à Gaza, perpétré en notre nom, que la solution militaire n'est pas viable."



Des militants protestent contre la guerre d'Israël contre Gaza à Tel Aviv, le 16 décembre 2023. (Oren Ziv)

Lorsque la guerre a commencé, les militants ont dû trouver un moyen de contourner l'interdiction de manifester. "Nous l'avons fait progressivement", a déclaré M. Sapir.

"Nous ne savions pas quelle serait la réaction. Au début, nous nous sommes simplement joints aux familles des otages. Nous avons essayé de voir s'il était possible d'être là avec des pancartes appelant à un cessez-le-feu, et nous avons vu que ça fonctionnait. Et peu à peu, nous sommes passés à des slogans plus radicaux et à des marches depuis HaBima [une grande place publique dans le centre de Tel-Aviv]. Nous avons vu ce qui pouvait être dit, et ce qui serait accueilli par la violence [de la police].

"Jusqu'à la répression des pancartes [lors de la manifestation du 16 janvier devant la Kirya], la police ne nous ennuyait pas vraiment, mais maintenant elle suit de nouvelles directives", poursuit M. Sapir. "Ils ne nous tolèrent plus près du quartier général de l'armée".

De temps en temps, les militants sont attaqués par des passants.

"Un livreur nous a jeté des œufs. Mais généralement, les gens sont tolérants, exprimant parfois leur soutien".

Les militants de Jérusalem ont organisé plusieurs petites manifestations contre la guerre au cours des dernières semaines, dont certaines devant le consulat des États-Unis. L'une d'entre elles, une veillée pour les personnes tuées à Gaza qui a eu lieu début janvier, a été brutalement dispersée par la police, deux manifestants ont été arrêtés et des photographies des personnes tuées à Gaza ont été confisquées. La semaine dernière, une autre veillée de protestation à Jérusalem a été attaquée par la police, qui a confisqué les pancartes et repoussé les manifestants.

"Tout cela fait très peur", a déclaré à +972 et à Local Call une militante du groupe de gauche *Free Jerusalem*, qui a préféré garder l'anonymat.

"Les enjeux sont plus importants. Contrairement à avant, où nous annoncions ouvertement les événements, nous sommes aujourd'hui beaucoup plus prudents. L'opinion publique et les déclarations de l'ensemble des dirigeants politiques israéliens ont dérivé vers la droite, ce qui a fait monter d'un cran la peur et l'angoisse."



Des militants brandissent des photos de Palestiniens tués par la guerre d'Israël contre Gaza lors d'une veillée devant le consulat des États-Unis à Jérusalem, le 22 décembre 2023. (Yonatan Sindel/Flash 90)

Selon elle, lors de l'une des premières manifestations appelant à la libération des otages, les militants de *Free Jerusalem* ont appelé à la fin de la guerre pour assurer leur libération, et ont été attaqués par des passants. "Ce n'était même pas directement contre la guerre, mais il y a eu de la violence", a-t-elle déclaré.

"Lors des deux manifestations organisées les samedis soirs consécutifs [6 et 13 janvier], la police nous a violemment dispersés au

En poursuivant votre navigation sur le site, vous acceptez l'utilisation des cookies pour vous proposer des contenus et services adaptés à vos centres d'intérêt.

Ok Politique de confidentialité

À Haïfa, les militants ont été créatifs pour échapper à la répression agressive de la police contre les activités anti-guerre dans la ville. Le 28 décembre, un petit groupe d'activistes a organisé ce qu'ils ont appelé une manifestation "itinérante", au cours de laquelle ils se sont déplacés d'un endroit à l'autre avant que la police ne puisse les arrêter.

"Nous n'avons pas fait de publicité dans les grands groupes [de réseaux sociaux], car nous savons que la police les surveille", a déclaré Gaia Dan, une militante basée à Haïfa. "En fait, cela a plutôt bien fonctionné. Nous sommes restés dans la Colonie allemande [au centre de Haïfa] 20 minutes, et le temps que la police arrive, nous étions déjà à un autre endroit. Là, la police est arrivée au bout de cinq minutes, alors nous avons fui vers le troisième point. Nous essayons d'être présents avant de subir les violences".

Mme Dan a été arrêtée lors d'une autre manifestation organisée dans la ville un mois plus tôt, au cours de laquelle des militants s'étaient tenus en silence, avec du ruban adhésif sur la bouche pour protester contre la persécution politique dont sont victimes ceux qui expriment leur désaccord avec la guerre.

"Lorsque nous sommes arrivés, il y avait déjà trois voitures de police et, quelques instants plus tard, le commandant du district a crié dans un mégaphone que si nous ne nous dispersons pas dans les deux minutes, ils nous le seront manu militari."



La police réprime une manifestation contre la guerre d'Israël à Gaza à Haïfa, le 15 décembre 2023. (Yair Gil)

Selon Mme Dan, la police s'est alors jetée sur la manifestation.

"Ils ont arrêté un manifestant et ont commencé à déchirer les pancartes et à secouer les gens. Ils ont arraché ma pancarte, qui était très banale : 'Stop au silence'. J'ai été traînée et j'ai reçu des coups de pied. Voilà comment j'ai été arrêtée".

Dans la voiture de police, avec deux autres détenus, Mme Dan raconte que les policiers

"nous ont insultées, traitées de salopes, nous ont dit de retourner à Gaza et nous ont demandé pourquoi nous n'avons pas honte de manifester de la sorte en temps de guerre. Pendant que nous attendions au poste, les policiers ont continué à nous insulter et à chanter des chansons sur le retour au Gush Katif [le bloc de colonies juives à Gaza démantelé en 2005] et sur la destruction de Gaza. Au bout de trois heures, nous avons été relâchés sans conséquence particulière".

La répression policière de la dissidence à Haïfa a eu lieu immédiatement après le déclenchement de la guerre. Le 18 octobre, le mouvement HIRAK prévoyait d'organiser une manifestation dans la ville. Quelques heures avant le début de celle-ci, la police a publié un communiqué indiquant qu'aucune autorisation n'avait été accordée, et qu'elle

"n'autorisera aucune manifestation de soutien ou de solidarité avec l'organisation terroriste Hamas" et "agira avec fermeté, conformément à la loi, pour disperser la manifestation, y compris en recourant à des mesures de dispersion massive si nécessaire".

Des dizaines de policiers sont arrivés et ont déclaré la manifestation illégale, dispersant violemment les manifestants et arrêtant cinq d'entre eux qui refusaient de partir. Adalah, dont les avocats représentaient trois détenus, a été informé que les détenus resteraient en détention toute la nuit sur ordre du commissaire de police. Le lendemain, le tribunal de Haïfa a ordonné leur libération.

Le 29 octobre, le militant Yoav Bar a été arrêté à son domicile avec ce que la police a appelé du "matériel d'incitation" – des affiches politiques – avant d'être libéré sans conditions.

Depuis les arrestations lors de la manifestation du 28 décembre, Mme Dan pense que les habitants de Haïfa ont peur de descendre dans la rue.

"Lors de la première manifestation, nous étions 20, et aujourd'hui, on est à peine cinq", dit-elle. "Les gens voient aussi ce qui se passe à Tel Aviv et à Jérusalem – ils ne veulent pas venir à une manifestation et se faire battre, et je les comprends. C'est difficile et épuisant, chaque fois que vous arrivez, vous vous dites que cela pourrait se terminer par une arrestation ou vous faire brutaliser dans la rue. Moi aussi, j'ai peur. Mais en fin de compte, nous avons le privilège, en tant que Juifs, de savoir que nous ne risquons généralement pas une détention prolongée, et il est essentiel de manifester comme nous le pouvons".

En poursuivant votre navigation sur le site, vous acceptez l'utilisation des cookies pour vous proposer des contenus et services adaptés à vos centres d'intérêt.

Ok Politique de confidentialité



Un militant est arrêté lors d'une manifestation contre l'assaut israélien sur Gaza, Haïfa, 20 janvier 2024. (Oren Ziv)

M. Shbita, le secrétaire de Hadash, espère que maintenant, trois mois après le début de la guerre, le courant juif dominant comprendra également pourquoi ils protestent.

"Le choc du 7 octobre a été réel, mais je pense qu'avec le temps, les gens se posent des questions", a-t-il déclaré. "Malheureusement, les Israéliens ne commencent à poser les vraies questions que lorsque leur propre camp est touché. Ils ne se soucient pas des 20 à 30 000 victimes palestiniennes, mais du danger pour la vie des otages, des soldats tués, des problèmes diplomatiques, de la crise économique – c'est l'ensemble qui amènera le public à poser des questions".

+972 et *Local Call* ont contacté la police israélienne pour obtenir des commentaires sur sa politique de prévention des manifestations contre la guerre, sur l'autorité dont elle dispose pour confisquer les pancartes et sur le traitement des détenus à Haïfa par les officiers de police.

Un porte-parole de la police a répondu :

"Sans faire référence à un cas ou à un autre, la police israélienne opère conformément aux dispositions de la loi et dans les termes fixés par la directive du procureur général. La police israélienne autorisera le droit légitime d'exprimer la liberté de protestation, mais n'autorisera pas les manifestations violentes contre les policiers chargés de la sécurité et du maintien de l'ordre public, ni les troubles de l'ordre public, quelle que soit leur nature."

Oren Ziv

Une version de cet article a d'abord été publiée en hébreu sur *Local Call*. Vous pouvez lire l'article [ici](#).

Version en anglais : <https://www.972mag.com/israel-police-repression-protests-gaza/>

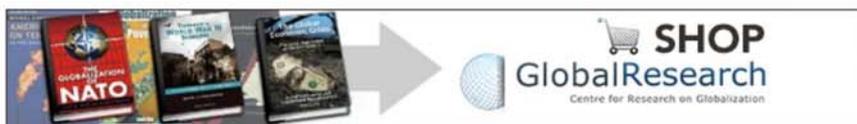
Traduction : *Spirit's of Free Speech*

\*

Oren Ziv est photographe, reporter pour *Local Call* et membre fondateur du collectif de photographes *Activestills*.

La source originale de cet article est [972mag.com](https://www.972mag.com)

Copyright © Oren Ziv, [972mag.com](https://www.972mag.com), 2024



Articles Par :

Oren Ziv

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Vie privée](#)

Copyright © 2005-2024 [Mondialisation.ca](https://www.mondialisation.ca)